

De 1848 à 1914, après un bref moment d'engagement politique, les étrangers ne participent pas à la vie politique mais cherchent à s'insérer dans le monde économique. Pourtant, leur présence influence la vie politique.

En effet, lors de la Révolution de février 1848, Paris devient une véritable plaque tournante des idées, ^{des} images politiques et des volontaires venus des quatre coins de l'Europe pour s'engager dans une lutte commune et défendre les valeurs de liberté et fraternité. Dans son Histoire de la Révolution de 1848 Garnier-Pagès décrit la multitude des formes d'expression politique des étrangers : et ainsi, nombreux sont ceux qui montent combattre sur les barricades, tel le typographe danois Engelbauer. D'autres créent des associations. C'est ce que fait Mazzini le 5 mars 1848 afin de rassembler des volontaires pour aller combattre en Italie. D'autres encore participent

aux réunions dans un des 145 clubs parisiens. Dans L'Education sentimentale, Flaubert use ainsi de son ironie pour se moquer de l'intervention d'un "patriote espagnol" au club de l'Intelligence. Mais l'ironie n'empêche pas que ce jeune patriote ait été écouté, au contraire sa présence souligne l'accueil des étrangers par les parisiens dans la vie politique. Mais l'intervention des étrangers dans la vie politique est surtout rendue possible grâce aux mesures prises par le gouvernement provisoire. En effet, le circulaire du ministre de l'intérieur Ledru-Rollin du 18 mars 1848, libéralise la circulation des étrangers. Cela permet à Paris de devenir "l'asile des proscrits de toutes les causes" (circulaire d'août 1848).

Or, parmi ces proscrits se trouvent des hommes politiques ou

EB000804

En 1933, Herbert Rathenau se réfugie en France pour échapper aux discriminations envers les Juifs en Allemagne. Dès 1939, il s'engage dans la légion étrangère puis dans les Forces Françaises libres où il défend les valeurs républicaines. Il s'engage ainsi dans la vie politique et reçoit la légion d'honneur comme signe de reconnaissance et symbole de son intégration à la communauté nationale. On observe ainsi la place particulière des "étrangers dans la vie politique" et son lien avec leur intégration.

Les étrangers sont un individu qui n'appartient pas à un groupe. Il se définit donc négativement par son caractère exogène. Le pluriel souligne la pluralité de cette figure qui s'explique par la multiplicité des origines, des raisons du départ, des itinéraires... et leur évolution au cours de la période. En effet, au cours du XIX^{ème} siècle, la définition se précise parallèlement à la nationalisation de la société et du territoire. L'étranger devient alors celui qui vient d'une autre nation, qui ne partage donc pas la même histoire, la même culture, (et le plus souvent) pas la même langue. La vie politique se définit comme l'espace où s'exprime le politique, c'est-à-dire les lois, la justice au niveau de l'Etat et les opinions, les manifestations, la participation électorale

au niveau de la population. La vie politique est donc un espace où les idées politiques, les idéologies, les opinions entrent en interaction se confrontent, s'opposent et influencent les normes exigées par l'État. Elle se caractérise par son dynamisme, son évolution, en tant qu'elle est influencée par une multitude d'acteurs ainsi que par la conjoncture socio-économique. Le sujet "les étrangers dans la vie politique" interroge donc la place des étrangers dans cet espace d'expression et d'interaction : y participent-ils ? en sont-ils exclus ? se mélangent-ils ou s'opposent-ils aux Français ? Le sujet interroge donc également leur degré d'intégration à la communauté d'accueil. Cependant, la place des étrangers dans la vie politique peut aussi se situer au niveau des idées ^{et opinions} politiques ; leur présence influence-t-elle les lois, la définition des identités et l'émergence de nouvelles idéologies ?

En 1848, les étrangers participent pleinement aux événements politiques de février dans un contexte de lutte commune et de fraternité lors du Printemps des Peuples. Au contraire, en 1986, les étrangers sont devenus des acteurs autonomes sur la scène politique et portent leurs propres revendications à la recherche de meilleures conditions de vie et davantage de droits et de reconnaissance. Bien qu'ils soient le plus souvent exclus de la communauté nationale, leur présence influence les politiques et participe à la définition de l'identité française. Ainsi, la participation des étrangers dans la vie politique semble évoluer en fonction de la conjoncture socio-politico-économique.

En effet, la France est d'abord un pays démographiquement déprimé qui s'industrialise et a donc un fort besoin de main d'œuvre. Les étrangers cherchent donc avant tout à s'insérer économiquement. Ils se politisent progressivement notamment avec l'influence des guerres, des réfugiés déjà politisés et de la décolonisation. Les étrangers cherchent alors à s'engager et à s'intégrer à leur nouvelle communauté en participant à la vie politique tout en valorisant une culture et des valeurs spécifiques. Dès lors, participer à la vie politique semble être le signe d'une intégration réussie.

Comment l'évolution de la conjoncture socio-politico-économique a-t-elle progressivement donnée une place centrale aux étrangers dans la vie politique, permettant ainsi de mieux définir l'identité française et la figure de l'étranger ?

De 1848 à 1914, les étrangers cherchent à s'insérer dans la vie économique mais ne participent que peu à la vie politique. Mais, de 1914 à 1945, les étrangers se politisent et s'engagent au fil de la conjoncture. Dès lors, de 1945 à 1986, face aux ambivalences de l'État, l'étranger devient acteur politique autonome au cœur de la vie politique.

entient donc dans la vie politique. On dénonce le triple danger économique, national et moral. En effet, selon le juriste Jean Laumonier, l'étranger entraînerait la "dégénérescence" de la société française. Et ces dénonciations trouvent leur écho directement dans les projets de loi. Cormel dénombre en effet 18 propositions de loi pour la protection du travail national entre 1885 et 1902. Pradon propose en 1883 une taxe sur les étrangers pour compenser la concurrence qu'ils représentent. Même Jules Guesde dénonce cette concurrence dans le Cri du Peuple en 1886. L'étranger semble donc au cœur des préoccupations politiques et économiques bien qu'il en soit exclu en tant qu'acteur. En effet, la loi Waldeck-Rousseau de 1884 empêche les étrangers d'avoir un poste de direction dans les syndicats ce qui limite grandement leur engagement syndical. Cependant, la loi du 26 juin 1889 semble au contraire inclure les étrangers dans la vie politique. En effet, elle instaure le double droit de sol ce qui naturalise de nombreux étrangers. Parallèlement en juillet 1889, une loi instaure le service militaire universel. Dès lors, des individus récemment considérés comme étrangers à la Nation, s'intègrent et partagent les droits et devoirs politiques des Français tel que le service militaire.

Ainsi, de 1848 à 1914, la présence des étrangers semble être leur insertion économique. Cependant ils trouvent progressivement une place centrale dans la vie politique en tant que sujet de débat. Dès lors, leur présence influence la vie politique et les lois. Mais les ~~cont~~ bouleversements de la conjoncture socio-économique et politique vont les pousser à se politiser.

politisés tel que Marx à qui la France "offre les bras" selon les termes de la lettre de son ami Flocon qui lui sert de passe-contrat et lui permet de venir observer et participer à la vie politique et aux événements révolutionnaires. Étrangers et Français semblent donc bel et bien participer politiquement à une lutte commune. En signe de reconnaissance, le gouvernement provisoire passe un décret qui facilite la naturalisation des étrangers afin que ceux-ci deviennent pleinement acteurs au sein de la vie politique.

Cependant, ce moment de fraternité apparaît très éphémère et irrénel. En effet, Louis-Napoléon Bonaparte obtient 75% des voix en décembre 1848, puis le parti de l'ordre obtient la majorité aux législatives en mai 1849. Dès lors, la République prend un tournant autoritaire et restrictif envers les étrangers ce qui limite fortement leur expression sur la scène publique. En effet, le 3 décembre 1849, une loi durcit les conditions de naturalisation et facilite les mesures d'expulsion. Dans Usage, pratiques et territoire de l'expulsion des étrangers dans le département transfrontalier du Bas-Rhin, Hugo Vermeren étudie 200 dossiers individuels d'expulsion et souligne à quel point cette mesure était fréquente.

et ainsi de 1860 à 1868 Marguerite Fild fut expulsée huit fois pour nomadisme (car elle n'avait pas ses papiers en règle) et récidive. Dès lors, il ne s'agit plus de participer à la vie politique mais plutôt de pouvoir rester sur le territoire afin de s'insérer économiquement.

En effet, la France s'industrialise et a besoin de beaucoup de main d'œuvre étant donné qu'elle reste principalement rurale et démographiquement dépeuplée. L'immigration est alors principalement économique. C'est ce qu'étudie

Fabrice Langronet dans Voisins de passage, une microhistoire des migrations en observant les va-et-vient des immeubles

du n°96 au n° 102, avenue de Paris à la Plaine Saint Denis.

Il retranscrit en effet la trajectoire de Luigi Pitelli et de sa famille qui sont obligés de quitter leur village rural italien du fait de la chute de la ressource en bois et des prix du marché des céréales. Ils arrivent donc à la Plaine Saint Denis dans l'optique de trouver du travail pour survivre et non pour participer à la vie politique. En effet, la concentration d'usines facilite l'embauche, et les salaires sont bien plus élevés. Dès lors, de nombreux ouvriers agricoles ou artisans se convertissent en ouvriers et augmentent ainsi leur salaire de 25%. De plus la surveillance du respect de l'interdiction du travail des enfants de moins de 13 ans de 1852 est très peu efficace.

Cela permet donc à de nombreuses familles d'envoyer leurs enfants à l'usine et ainsi de (~~participer~~) s'insérer plus efficacement dans la société française. De nombreux réseaux informels se développent alors pour faciliter cette insertion économique. Fabrice Langronet étudie ainsi la filière créée par Rosaria Venecchia qui dirige les petits Cavertins et Molisans de sa région natale vers l'usine Legeas en leur fournissant de faux papiers d'identité si besoin. Et ainsi, les étrangers cherchent avant tout à s'insérer dans la vie économique. Cependant, ils sont accusés par les ouvriers français d'être une concurrence déloyale qui fait baisser les salaires et leur vole leurs emplois. Le mouvement xénophobe ouvrier se développe donc et prend petit à petit de la place dans la vie politique française.

Dès lors, dans le contexte de la nationalisation du territoire puis de la société, la présence des étrangers influence la vie politique. Ils deviennent un sujet politique au cœur des débats bien que leur participation soit encore refusée. En effet, les années 1880 voient le développement de la presse et de l'alphabétisation. Dès lors, les événements xénophobes trouvent un écho dans la presse et dans l'opinion publique. Par exemple, la chasse à l'homme des Vêpres marseillaises de 1881 ^{est} analysée différemment selon les affiliations politiques des journaux. Tandis que les protectionnistes dénoncent "l'invasion" des étrangers, les socialistes dénoncent les pations d'affamer les ouvriers. Les étrangers deviennent alors un thème central des débats politiques. Les stéréotypes comme celui de l'Italien au couteau se développent. La haine et la xénophobie

Face à cela, de nombreux anti-fascistes ont fui le régime de Mussolini. Par exemple R. Laniel a théorisé le socialisme libéral puis s'est fait assassiner par les membres de la Légion. Ces anti-fascistes se sont plus largement exprimés dans la vie politique, que soit violemment par des assassinats, que pacifiquement, en lançant des tracts au-dessus de Milan. Ainsi, la politisation des étrangers semblent être la condition nécessaire à leur plus grande intervention dans la vie politique en tant qu'acteurs.

Cependant, c'est aussi ~~un~~^{le} bouleversement majeur que représente la Seconde Guerre mondiale qui va pousser de très nombreux étrangers à s'engager au rythme de la vie politique. En effet, de très nombreux volontaires s'engagent en 1939 dans la Légion étrangère, ils sont deux fois plus que pour la Première Guerre mondiale et les mobiles sont très variés. Par exemple les républicains espagnols y voient un premier combat avant celui qui libérera leur pays. Ainsi le 13^e DBLE est créé par la fusion de deux bataillons de 1000 hommes et est mise sous la direction du général Ronclat. Ces hommes sont alors envoyés à Narvik en Norvège où ils s'illustrent pour barrer la route du fer à l'Allemagne. Une fois l'armistice signée par Pétain, la plupart des légionnaires s'engagent à nouveau dans les Forces Françaises libres où l'on peut compter 56% d'étrangers et coloniaux. Les Marocains s'illustrent ainsi dans la prise de Mont Cassin. Les tirailleurs sénégalais, quant à eux, s'engagent dans les Forces de l'Intérieur et vivent dans les maquis du Sud-Est au côté des autres résistants. De même,

12/20

En effet, en fonction des bouleversements économiques et politiques, les étrangers devenus un groupe très nombreux se politisent et s'engagent.

Avec la Première Guerre mondiale et la Reconstruction la France manque de fait de soldats et de main d'œuvre. L'Etat organise donc la venue en masse d'étrangers qui sont tenus à l'écart de la vie politique. En effet, l'Etat intervient pour la première fois dans le recrutement de la main d'œuvre étrangère lors de la Première Guerre mondiale. Il met donc en place des outils comme la Commission interministérielle de la Main d'œuvre (CIMO) pour centraliser les demandes de main d'œuvre (~~ou encore la~~). Ces outils permettent de faire venir près de 500 000 étrangers pour remplacer les Français partis au front aux travaux agricoles ou pour participer à l'effort de guerre dans les usines d'armement. (~~La moitié sont des~~) Mais l'Etat mais aussi en place des contrats bilatéraux comme avec le Portugal en 1916. Cependant, ces étrangers sont tenus à l'écart.

9/20

En effet, l'État a tendance à les enfermer dans des baraquements à l'écart des villes, comme à Venissieux à 8 km de la ville de Lyon. Dans Travailleurs immigrés méconnus, les polonais dans l'entre-deux-guerres, Janine Ponty décrit également l'isolement d'un couple de vachers. Cet isolement est en grande partie spatiale et linguistique et empêche tout mélange avec les Français nécessaire à toute vie politique. De plus, les étrangers sont identifiés et surveillés. Un décret de 1917 met en effet en place la carte d'identité qui subit ensuite plusieurs modifications comme en 1924 où elle devient payante. Cette carte doit être détenue par tout étranger de plus de 15 ans qui reste en France plus de 15 jours. Seuls les étrangers en possèdent une ce qui définit plus précisément leur statut par opposition avec les Français. Ce statut spécifique qui permet leur contrôle participe à leur mise à l'écart de la vie politique. Enfin, face à la crise économique des années 1930, l'État accentue l'exclusion des étrangers du groupe national. La loi Arribuste de 1933 détermine de facto que seul un Français qui possède un diplôme français peut devenir médecin. Puis, les décrets-lois Daladier de ~~(1938)~~ 1938 excluent les étrangers de la fonction publique et autorise l'internement des indésirables dans des "camps spéciaux". 15000 individus se retrouvent ainsi emprisonnés dans les "barbelés de l'exil" avec l'impossibilité de participer à la vie politique. D'autant plus que la participation politique

pouvait être un critère d'indésirabilité. En effet, en 1925 Camille Lhuatempys avait envoyé une enquête aux préfets quant à l'assimilation des sujets étrangers et 20 sur 30 avaient répondu. Dans cette enquête, être (bolchevique) communiste était un critère de non assimilation. Dès lors, la majorité des étrangers sont tenus à l'écart de toute vie politique.

Cependant, l'arrivée en masse de réfugiés politiques, individus politisés, encourage l'expression politique des étrangers en France. En effet, les réfugiés des années 1920, qui profitent du Passeport Nansen adopté par la France en 1924 pour venir s'installer en France, quittent leur pays pour des raisons politiques et non plus économiques. Par exemple de nombreux Russes fuient le communisme et se regroupent majoritairement à Paris pour former des réseaux communautaires. Ainsi, nombreux sont ceux qui logent dans le 20^e arrondissement, dans le quartier de Grenelle, à proximité de l'usine Renault à Boulogne où travaillent de très nombreux Russes. Ils représentent 20% des ouvriers et sont surnommés les "Wrangellistes" (~~du fait~~) ou "les blancs" du fait de leur affiliation politique. Dès lors, on observe que les étrangers sont de plus en plus politisés. Certains s'expriment davantage dans la vie politique. C'est le cas des fascistes et anti-fascistes italiens. En effet, dès 1922 Mussolini établit un fascio al estero avant même la marche sur Rome. Il entend limiter l'immigration italienne et contrôler les Italiens installés en France. Le Consulat de Nancy et l'organisation Opera Bonornelli encadrent donc les flux, tandis que de nombreuses associations encadrent la vie des Italiens. C'est le cas du Dopdevoia qui s'occupe des loisirs.

élections législatives. Ainsi, l'expression des étrangers dans la vie politique est fonction de la clémence du gouvernement qui restreint plus ou moins leur liberté et facilite leur installation.

Cependant, l'Étranger émerge bel et bien comme un acteur politique central. En effet, les étrangers se mobilisent de plus en plus pour faire entendre leurs revendications. Leur terrain d'action s'étend également. En effet en 1971 les usines Penanoya sont occupées par les ouvriers pendant 17 jours. 95% des ouvriers sont immigrés. Ils prennent le contrôle de la section CGT locale, élisent leur chef et établissent des demandes précises pour améliorer leurs conditions de travail. Les immigrés apparaissent alors comme des acteurs politiques autonomes. La même année, de nombreux étrangers manifestent derrière Lorette Fonseca contre leur expulsion. La plupart habitent dans le bidonville de Champigny-sur-Marne qui doit être détruit d'après le plan Chaban-Delmas de 1970. Ce plan vise à améliorer les conditions de logements des étrangers mais il détruit également leur réseau de solidarité. Enfin, leur mobilisation se caractérise également par leurs revendications sociales. En effet, les étrangers de "seconde génération" qui sont donc Français ne voient ni leur capacités à s'intégrer. La Marche des Bleus de 1983 leur permet donc de revendiquer une reconnaissance de leur identité française par la nation et par l'État. Cette manifestation symbolise la place centrale que prennent alors les étrangers dans la vie politique.

Addi Ba est un jeune homme qui vient de Guinée, il a été fait prisonnier par les Allemands, s'est échappé puis a contacté en 1940 "Leux de la Résistance". Ainsi, il a créé le premier foyer de Résistance des Vosges en mars 1943 : le Camp de la Délivrance. Son engagement politique lui a alors coûté la vie car le camp fut attaqué en juillet et Addi Ba, ^{roturé et} fut assassiné. De même, le sacrifice de sa vie fait par Manouchkian est resté célèbre grâce à l'Affiche Rouge créée par les Allemands pour dénoncer la présence d'étrangers dans la Résistance. Manouchkian était à la tête d'un groupe du FTP-PCI et avait supervisé l'assassinat de Julius Ritter, responsable de la propagande nazie ce qui avait entraîné la traque de membres du groupe, leur arrestation et leur assassinat au Mont Valérien.

Ainsi, la conjoncture économique a poussé l'État à mettre à l'écart les étrangers. Cependant, les événements politiques ont permis la politisation et l'engagement en masse des étrangers qui ont enfin pu (~~faire partie de~~) être des acteurs de la vie politique. Dès lors, avec la désindustrialisation les étrangers ont progressivement perdu leur statut de "travailleurs étrangers" ce qui leur a permis de s'autonomiser

et de développer de nouvelles revendications et de nouvelles formes de mobilisations.

En effet, de 1945 à 1986, la difficile mise en place d'une politique d'immigration et l'ambiguïté de la position étatique à l'égard des étrangers permet à ces derniers d'émerger en tant qu'acteur autonome et central de la vie politique et de progressivement s'intégrer à la communauté nationale.

Dès 1944, De Gaulle appelle à ~~bonne~~ l'introduction de bons éléments d'immigration "en attendant les deux millions de beaux bébés". Il charge alors G. Mauco ~~de~~ et Alfred Sauvy d'établir une véritable politique d'immigration qui trouve sa conclusion dans l'ordonnance du 2 novembre 1945. Cette ordonnance met en place l'Office national de l'immigration (ONI) qui est un organisme public supposé centraliser les flux, demandes, répartitions... Bien que l'ordonnance soit plutôt libérale, elle ne revient pas sur les lois des années 1930 qui excluent les étrangers de certaines professions telles que la médecine. Cependant, l'ONI est vite débordé par la multiplicité des voies de l'immigration : arrivée illégale "O Salto" pour les Portugais ou avec un passeport de touriste pour d'autres, et bien d'autres options. L'illégalité devient alors

un enjeu central. En effet, en 1972, les circulaires Maucellin-Fontanet subordonnent la carte de séjour à l'obtention d'un contrat de travail et d'un "logement correct", son obtention est donc largement compliquée ce qui précipite de très nombreux étrangers qui se retrouvent dans l'illégalité. Dès lors, sans statut l'étranger pourrait perdre son statut d'acteur politique nouvellement acquis. Cependant, cette situation fait émerger de nouvelles formes d'expression politique. Saïd Bouzoui en est le parfait exemple. Pour protester contre les circulaires Maucellin-Fontanet il a commencé une grève de la journal. La suspension des circulaires en 1975 souligne donc la force de cette nouvelle arme politique. Puis lorsque la gauche en 1981, les mesures prises semblent favoriser l'expression politique des étrangers. En effet, une loi supprime le décret de 1939 qui interdisait aux étrangers de créer des associations. 5 mille associations voient alors le jour. Par exemple, les Portugais créent 30 associations de danses folkloriques et les Américains en créent 300 ce qui leur permet de fonder une petite communauté. Ainsi les étrangers en pouvant participer à la vie politique grâce à l'élargissement de leur ~~droit~~ liberté d'expression s'intègrent plus facilement tout en valorisant leur culture. C'est le cas de la communauté asiatique du quartier latin qui se retrouve pour jouer au mah-jong et manger des plats chinois. Cependant, la participation des étrangers à la vie politique semblent encore fragile et dépendante du gouvernement comme le souligne le tournant de 1986 lorsque la droite retourne au pouvoir et où l'extrême droite émerge comme un acteur politique légitime par les

En effet, c'est tout d'abord une trentaine de jeunes qui quittent leur cité de Marseille en décidant de traverser la France pour revendiquer leur égalité. Ils sont rejoints progressivement par des milliers de personnes et ce sont 10 000 personnes qui arrivent ainsi à Paris. L'importance ^{de la couverture} médiatique de l'événement prend compte de la place centrale que les étrangers ont pris dans la vie politique. Un journaliste parle alors de "rendez-vous de la France avec elle-même, en tant que pays de la diversité et pays d'immigrés". De plus, le meeting ~~de~~ raciste de H. Grimozi qui a lieu au même moment permet à la marche de prendre une dimension nouvelle avec la lutte contre le racisme qui trouve son écho dans la création d' SOS Racisme ou de Convergence 84 qui confirment la place centrale des étrangers dans la vie politique, dans l'espace public, les débats.

Ainsi, l'évolution de la conjoncture socio-politico-économique donne aux étrangers une place centrale dans la vie politique. En effet, bien qu'ils soient d'abord exclus en tant qu'acteurs et participants à cette vie politique, leur présence les pousse au centre des débats et des lois. Leur politisation progressive leur permet d'émerger en tant qu'acteur politique grâce à leur engagement associatif en dans la Résistance en tant de guerre. La pluralité des revendications et des formes de mobilisation leur permet de s'autonomiser et de s'intégrer tout en valorisant leurs valeurs et leur culture spécifique. Ainsi, malgré l'évolution inégale de la conjoncture, l'émergence progressive du rôle central des étrangers dans la vie politique a permis de mieux définir l'identité française mais également la figure de l'étranger lui permettant de trouver sa place sur la scène politique. En effet, sous le gouvernement d'E. Fauriol, S. Senghor a ainsi pu être secrétaire d'état au conseil des ministres et donc participer pleinement à la vie politique.